



CCIG info

Bulletin d'information de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

Élections cantonales genevoises

Cinq candidats pour faire entendre la voix des entrepreneurs.

► PAGE 3

Commerce international

Une conférence a porté sur la finance et le commerce durables en relation avec la Suisse.

► PAGE 4

Intelligence artificielle

Quels sont les dangers et les opportunités qu'apporte l'intelligence artificielle ?

► PAGE 6



PRÉPARONS ENSEMBLE LA TRANSMISSION DE VOTRE ENTREPRISE

- N°1 en Suisse
- 2000 produits

- 20 agences
- 1000 transactions / an

Tél. 022 700 22 22
pme@remicom.com

REMI(COM)

LOCAUX COMMERCIAUX - COMMERCE - ENTREPRISES

www.remicom.com

Elections cantonales 2023

Les entreprises à la rencontre des futurs élus du Parlement genevois

Afin de dialoguer sur les priorités pour l'avenir du canton, la CCIG a convié l'ensemble des candidats au Grand Conseil et les entrepreneurs genevois le 14 février dernier à l'Uptown.



Les orateurs (de g. à dr. : Eric Emery, Isabelle Harsch, Yves Creteigny, Marie Barbier-Mueller et Nathalie Hardyn) étaient là pour répondre aux questions des candidats au Grand Conseil.

À moins de deux mois des élections, la Chambre s'est engagée afin que la nouvelle législature 2023-2028 soit favorable au déve-

loppement des activités économiques à Genève. Le Grand Conseil, organe législatif cantonal, vote des lois dans tous ses

domaines de compétence et approuve le budget chaque année. Il est donc essentiel que ses membres soient sensibilisés aux préoccupations rencontrées sur le terrain par les entrepreneurs. À cette fin, la CCIG a organisé une soirée permettant à certains d'entre eux de témoigner de leurs difficultés. Ce fut aussi l'occasion pour la CCIG de présenter ses propositions pour la nouvelle législature (publiées en tant qu'encart dans le CCIGinfo de février et disponibles sur le site web de la CCIG : www.ccig.ch/publication). Avec près de 300 participants, l'évènement a rencontré un franc succès.

La présidente de la CCIG **Laurence de la Serna** s'est tout d'abord exprimée sur l'enjeu important que représentait l'élection du Grand Conseil le 2 avril 2023 : « Les choix politiques impactant la marche des affaires s'avèrent cruciaux. Il s'agit de défendre la majorité favorable à une économie libérale, responsable et attractive, en vue des élections du Grand Conseil ». La directrice du département politique de la CCIG **Nathalie Hardyn** a ensuite souligné le danger que présentaient certaines initiatives pour les entreprises, notamment celle qui propose d'augmenter l'imposition des entrepreneurs (IN 179) et

qui a été soumise en votation le 12 mars. Elle a expliqué pourquoi de nombreux entrepreneurs voteraient NON à cette initiative, qui punit la création d'emplois et décourage l'entrepreneuriat. Puis elle a insisté sur la nécessité d'avoir des conditions favorables à l'activité économique, notamment en matière de fiscalité, d'aménagement du territoire, de mobilité et de lutte contre la bureaucratie.

Le témoignage direct de ces représentants d'entreprise a permis d'illustrer la réalité parfois difficile qu'ils rencontrent. **Marie Barbier-Mueller**, membre de la direction

suite page 2

Bachelor, Master, MBA, DBA, formations continues

Osez la formation!

eduQua, IACBE & ISO 9001



022 979 33 79 esm.ch

Révélez vos talents et osez l'action!

MBA executive

Master gestion d'entreprise

programmes en français



022 979 33 79 esm.ch

LAURENCE DE LA SERNA
Présidente



Elections cantonales: le 2 avril approche...

ÉDITORIAL

Cette date représente un tournant dans la vie politique genevoise. Le renouvellement du Grand Conseil et du Conseil d'Etat marquera la vie des citoyens. Il est crucial d'aller voter et d'élire les candidats les plus à même de diriger nos instances cantonales dans le souci de préserver la prospérité économique.

La Chambre, dans la droite ligne de sa mission de soutien aux entrepreneurs, mène campagne. Lors d'une première soirée consacrée mi-février au Grand Conseil, la CCIG a mis le dialogue au centre de son action. Elle a consacré ce premier volet électoral aux témoignages d'entrepreneurs genevois dans un échange avec les candidats. À cette occasion, la Chambre a dévoilé ses 34 mesures de soutien à l'économie, selon 7 thématiques: finances publiques et fiscalité, transition écologique, aménagement du territoire, mobilité, innovation, formation et facilitation de la vie de l'entrepreneur. Ces propositions ont fait l'objet d'un encart politique dans le précédent numéro de votre CCIGinfo.

Lors du deuxième volet de ces élections, en vue du premier tour de l'élection du Conseil d'Etat, une rencontre a été organisée début mars entre les candidats les plus en ligne avec les préoccupations des entreprises et les entrepreneurs genevois, selon le positionnement de la CCIG.

La Chambre a sollicité les représentants d'entreprises siégeant dans ses organes de gouvernance pour soulever les questions qui les préoccupaient le plus dans leur secteur économique. Un questionnaire représentatif des interrogations des entrepreneurs membres de la CCIG a été élaboré sur cette base. Un institut (Mediactif) a été mandaté pour la réalisation du sondage et l'analyse factuelle des réponses.

Les résultats consultables sur le site ccig.ch montrent qu'il existe des points de convergence et de divergence avec tous les candidats, bien que certains soient nettement plus en phase avec les sujets de préoccupations exprimés par la CCIG. Le chiffre de 7 candidats retenus pour cet échange du 7 mars avait été prédéfini avant l'envoi du sondage. Il correspond au collège des 7 membres du gouvernement élus par le peuple tous les 5 ans. Il est cependant à mentionner que 13 candidats se trouvent à 80 % et plus de l'adéquation avec les préoccupations de la CCIG, ce qui nous réjouit. En effet, la Chambre se bat au quotidien pour faire entendre la voix des entrepreneurs. Nous comptons donc sur le plus grand nombre de relais politiques pour mener à bien les nombreux défis et assurer des conditions cadre favorables dans l'intérêt de notre économie genevoise.

Je vous donne rendez-vous le 4 avril, lors de notre Assemblée générale au cours de laquelle la Chambre annoncera la position qu'elle souhaite adopter pour le 2^e tour de l'élection du Conseil d'Etat, le 30 avril.

► suite de la page 1



Plus de 270 participants sont venus à cette soirée de rencontre avec les candidats au Grand Conseil.

générale de la Société Privée de Gérance SA (SPG) et membre du Conseil économique de la CCIG, a ainsi rappelé que « 1% des entreprises paie près de 80 % de l'impôt sur les bénéfices ». Elle a souligné le rayonnement actuel de Genève, mais également enjoint à ne pas amorcer son déclin. Elle a fait remarquer qu'entre 2010 et 2018, 69 « gros » contribuables ont quitté Genève contre 34 nouveaux arrivés. Expliquant qu'il ne s'agissait pas de remettre en cause les principes de solidarité, ni de faire des cadeaux aux riches, elle a mis en avant la nécessité de veiller à une fiscalité réaliste et raisonnable. Cela notamment en relation avec la concurrence des cantons voisins, qui peut être féroce, et le fait que celui de Genève est le plus taxateur de Suisse (trois fois plus que Lucerne et deux fois plus que Berne).

Directeur général de m3 IMMOBILIER, Yves Cretegny s'est ensuite exprimé sur les enjeux actuels de son secteur: « Aujourd'hui, l'aménagement du territoire, c'est construire des lieux de vie pour donner envie aux gens de rester. » Il a constaté que, actuellement, les promoteurs privés engageaient la majeure partie des travaux de construction à Genève. Soulignant l'utilité d'une meilleure coordination entre le secteur public et privé, il a mis en avant le besoin de réfléchir à la ville de demain. Alors que, jusqu'à présent, on créait des emplois, puis construi-

sait des logements, désormais, on conçoit plutôt des entreprises et des lieux de vie au même endroit. Face à ce changement, a-t-il insisté, il faudra à l'avenir améliorer la confiance entre secteurs public et privé pour définir une qualité urbaine et donner davantage de désirabilité à la vie « dense ». En effet, l'étalement des constructions a longtemps empêché la densification, qui souffre encore aujourd'hui d'une mauvaise réputation en termes de qualité de vie. Pourtant, celle-ci peut s'inscrire dans un cadre harmonieux et offrir tout le confort souhaité à ses habitants. Enfin, il a conclu sur les futurs défis de son secteur: le manque de main-d'œuvre et de données. Dans certains domaines prisés, la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève (HEPIA) devrait ainsi former dix fois plus de personnes. Au-delà du défi considérable que cela représente, cela offre également des perspectives d'emplois fortes pour le canton.

S'exprimant sur la mobilité professionnelle et personnelle, Isabelle Harsch, CEO de la société de déménagement Henri Harsch HH SA, a constaté qu'à l'heure actuelle « les mesures pour dissuader les usages de la voiture se répercutaient surtout sur les professionnels, ajoutant des heures de trajet aux employés et des frais aux entreprises ». Elle a rappelé que Genève affiche le taux de congestion le plus élevé de Suisse.

Par ailleurs, elle a mis en avant le manque problématique de places pour les livraisons, souvent utilisées par de mauvais usagers. Si elle a salué l'introduction de certaines infrastructures telles que le Léman Express (CEVA), elle a souligné que le projet de construction d'une traversée routière de la rade de Genève (Traverséedu lac) offrirait une solution pérenne. Enfin, elle a soulevé le problème que posait la généralisation du 30 km/h, entrave qui pouvait doubler le temps de trajet à certaines heures.

Eric Emery, président de l'Association des Artisans Boulangers-Confiseurs du canton de Genève, a pris la parole en dernier. À ses yeux, il faut « bien sûr de la réglementation, mais aussi redonner à l'administration l'envie de travailler pour les administrés, et non contre eux ». Déplorant l'excès de bureaucratie et de taxes en tout genre à Genève, il a donné un exemple simple des problèmes posés par une réglementation inappropriée: afin de contrôler la qualité des produits de nourriture, le service du SCAV (contrôle vétérinaire) opère des prestations à CHF 140.- de l'heure, auxquels s'ajoutent des émoluments élevés. Il a souligné que cette même prestation était payée trois fois moins cher auprès de certaines entreprises privées. Outre les coûts, il a ajouté qu'il y avait toujours les mêmes papiers à remplir et que la transmission n'était pas assez transversale entre services. Comme il l'a souligné, « à Zurich on dispose depuis des années de trois interlocuteurs, là où à Genève en 2023 on en a dix! Il y a un retard dans la numérisation de l'administration cantonale. »

Ces différents témoignages ont permis de rendre compte des obstacles réels rencontrés par les entreprises au bout du lac. La CCIG se réjouit toutefois du nombre de participants présents et maintiendra son engagement pour sensibiliser l'ensemble des élus à la nécessité d'offrir des conditions cadre favorables aux entreprises du canton. ■

Pour comprendre et faire comprendre les enjeux!

Connecter et informer les entreprises à Genève

Vous souhaitez faire connaître le CCIGinfo à d'autres collaborateurs ou disposer d'exemplaires supplémentaires pour vos visiteurs, vos partenaires, etc. ?

Envoyez votre commande à publications@ccig.ch, en indiquant le nombre d'exemplaires souhaités ainsi que l'adresse postale.



Et pour retrouver et partager l'actualité politique et économique, rendez-vous sur notre page Facebook



Élections cantonales genevoises

Cinq candidats pour faire entendre la voix des entrepreneurs

La CCIG a pour vocation de défendre une prospérité durable, fondée notamment sur un tissu économique diversifié. Pour cela, les entreprises, quelles que soient leur taille ou leur nature, doivent pouvoir trouver un cadre favorable à l'exercice de leur activité.

Vincent Subilia, directeur général de la CCIG et député PLR, se représente au Grand Conseil pour l'élection du 2 avril. Son credo politique est résolument de défendre et promouvoir les intérêts de l'économie

genevoise, en favorisant un écosystème marqué du sceau de l'innovation, nourri de durabilité et fondé sur la nécessité de (re)valoriser l'entrepreneuriat, créateur d'emplois et générateur de recettes fiscales.

« Ambassadeur » du tissu économique local, il se bat – avec conviction et détermination – pour faire rayonner les atouts de Genève à domicile, comme à l'étranger.



« Investi au quotidien pour le rayonnement économique de Genève, je me réjouirais de poursuivre mon engagement en faveur de nos entrepreneurs, pour un second mandat au sein du Grand Conseil, dans le prolongement des démarches activement menées durant cette législature, en particulier sur le plan fiscal, de l'aménagement ou de la santé. »



Anne Hiltbold

Secrétaire générale adjointe de la Chambre genevoise immobilière et conseillère administrative PLR de la Ville de Carouge

« Je m'engage pour que Genève reste un canton attractif et prospère. Je souhaite soutenir les acteurs de l'économie, notamment en proposant une réduction de la fiscalité de l'outil de travail. Je mettrai tout en œuvre pour que chacun trouve à se loger selon ses besoins. »



Véronique Kämpfen

Députée PLR, directrice à la Fédération des Entreprises Romandes Genève, rédactrice en chef Entreprise romande

« Je m'engage en faveur de conditions cadre favorables aux entreprises et à l'emploi et pour un développement harmonieux de Genève. Mon but : que le canton reste un lieu où il fait bon vivre. »



Flore Teysseire

Secrétaire patronale PLR, Fédération des Entreprises Romandes Genève

« Je m'engage pour des conditions cadre qui garantissent la liberté d'être et d'entreprendre à la population et aux entreprises qui font la fierté de Genève, soit en faveur d'une fiscalité raisonnable, d'une mobilité fluide et équilibrée, d'un Etat efficient dont le fonctionnement sert réellement le citoyen et d'une halte aux extrêmes qui tentent d'imposer leur pensée unique. »



Jacques Béné

Député PLR, directeur à la Fédération des Entreprises Romandes Genève

« Je continuerai de me battre pour que l'Etat diminue les contraintes et la pression fiscale sur les entrepreneurs pour enfin défendre vraiment la formation et l'activité de nos PME, créatrices d'emploi et de valeurs pour tous. »

Le rôle central des associations économiques

Au cours de la législature écoulée (2018-2023), la CCIG et les autres associations économiques se sont attelées à des sujets tels que la baisse de la fiscalité, l'efficacité de l'administration publique, les problèmes de circulation, les conditions de réalisation d'une Traversée du lac, les horaires d'ouverture des magasins, la pérennité du fonctionnement de l'aéroport ou encore la formation professionnelle. Tous ces dossiers restent d'actualité pour la législature qui s'annonce et, en particulier, la fiscalité. Les représentants des associations économiques sont des professionnels aguerris qui travaillent sans relâche au développement bien compris de Genève. Outre son candidat « maison », la CCIG est heureuse de présenter ici les **permanents des autres associations économiques**, également candidats au Grand Conseil. ■

Votations du 12 mars 2023

L'imposition au centre de l'attractivité

Le 12 mars 2023, les Genevois se sont prononcés sur l'initiative 179 visant à supprimer l'imposition partielle des dividendes. À l'heure d'écrire ces lignes, le résultat n'est pas connu mais ce vote donne le départ d'un véritable marathon en termes de votations sur la fiscalité qui occuperont très probablement les citoyens du canton ces prochains mois. Il est nécessaire de bien saisir les enjeux propres à chaque votation, car, ensemble, elles dessinent l'attractivité du canton de Genève.

Il faut rappeler qu'à Genève, lors de la RFFA, les entrepreneurs avaient déjà consenti à une augmentation d'impôts sur leur dividende en contrepartie de la baisse de l'impôt sur le bénéfice. Malgré cela, l'extrême gauche de l'échiquier politique est déterminée à charger davantage la barque.

Des initiatives et des projets de lois

L'initiative 179 n'est que la première d'une série de textes déposés par la gauche pour alourdir la fiscalité. C'est ensuite l'IN 185 qui sera au menu, elle dont le but est d'augmenter de moitié l'imposition sur les fortunes de plus de 3 millions de francs, pendant dix ans. Cette initiative aura un impact négatif pérenne sur le bouclier fiscal. Près de 10% des contribuables, dont de nombreux entrepreneurs, risquent de voir leur charge fiscale augmenter.

Plus d'une dizaine de projets visant une augmentation de la fiscalité sont en attente de traitement devant le Parlement genevois. Taxe dite « de solidarité », augmentation de l'impôt sur la fortune, doublement de l'impôt immobilier complémentaire, introduction d'un impôt sur les successions et autre suspension du bouclier fiscal, tous menacent la stabilité fiscale du canton et nuisent à la prévisibilité indispensable à la bonne marche des entreprises.

Pourtant, Genève est déjà le canton le plus vorace de Suisse. Son taux d'imposition du revenu à la marge est déjà le plus élevé de Suisse, tout comme son taux d'impôt sur la fortune. Ce dernier a, au demeurant, un impact considérable sur la taxation de l'outil de travail auprès de l'entrepreneur.

Des dépenses qui augmentent plus vite que les recettes

Malgré les baisses fiscales intervenues en 2019 pour les personnes morales et en 2009 pour les personnes physiques, les recettes des impôts directs pour les personnes physiques et les personnes morales sont toujours en augmentation à Genève, tout comme les dépenses de l'Etat d'ailleurs.

Le problème est que l'augmentation des dépenses est plus rapide que celle des recettes. Cela s'explique en partie par la composition particulière du Grand Conseil genevois, qui trouve à la fois une majorité pour voter des baisses d'impôts et une autre pour augmenter les dépenses. Ainsi, les années passent et les dépenses par habitant augmentent, donnant tort aux détracteurs de

toute baisse d'impôts qui brandissent le spectre d'une cure d'austérité. Une augmentation à la fois des recettes fiscales et des dépenses semble également se vérifier à la suite de la présentation des comptes 2021. Malgré le vote de la RFFA en 2019, les comptes 2021 se clôturent sur un excédent de revenus de 49 millions de francs. Ils affichent des revenus totaux de 10 milliards de francs (un record, soit 18,4% de plus que le budget 2021 et une hausse de 1 milliard (+12,1%) par rapport aux comptes 2020). Les charges, quant à elles, atteignent 10 milliards en 2021 et dépassent le budget de 667 millions (+7,1%), et comprennent les dépenses supplémentaires liées à la pandémie. À l'heure d'écrire ces lignes, les comptes 2022 ne sont pas encore connus.

L'imposition reste clé

En raison de l'imposition minimale des grandes entreprises qui devrait devenir une réalité à partir de 2024, l'impôt sur le bénéfice perdra de son importance. Pour cette raison, les autres impôts qui touchent directement ou indirectement les entreprises auront davantage d'importance en tant que facteur d'attractivité. ■



HAUSSE DES IMPÔTS / INITIATIVE 179 / NON
VOTATION DU 12 MARS 2023 NON-179.CH

Commerce international

Promouvoir l'investissement durable et le commerce vert: la perspective suisse



De gauche à droite: Ramon Esteve, STSA; Martin Naville, Chambre de commerce américano-suisse; Katja Seidenschur, Nestlé, et Jacopo Dettoni, Financial Times Specialist.

La première conférence de l'agence Trade and Investment Promotion (TIP), intitulée « Promouvoir l'investissement durable et le commerce vert: la perspective suisse » a eu lieu le 22 février 2023 à la CCIG. L'événement co-organisé avec l'OCDE et Geneva Trade Platform (GTP) a rassemblé des représentants d'organisations privées, publiques, à but non lucratif et intergouvernementales pour explorer comment la Suisse répond à la durabilité.

Un compte rendu de cet événement est disponible sur le site de la CCIG*. Les principales conclusions sont les suivantes:

- La promotion des investissements en Suisse se recentre sur le marketing et l'amélioration du niveau de vie élevé, des infrastructures, de la technologie, de la durabilité et de la stabilité du pays, plutôt que sur la fiscalité.
- La loi américaine sur la réduction des investissements (IRA) et les politiques vertes de l'UE sont là pour rester, et elles seront perturbatrices pour les entreprises, mais les gouvernements peuvent atténuer leur impact en réduisant les coûts d'information, en facilitant la recherche d'opportunités d'investissement durable, ainsi qu'en faisant correspondre les talents aux compétences manquantes.
- Les gouvernements qui prévoient d'utiliser des subventions pour encourager la croissance durable doivent savoir que les entreprises

fonctionnent sur des périodes plus longues que les horizons de cinq ans de nombreux programmes de ce type, ce qui peut réduire leur impact.

- Le Forum économique mondial recommande aux gouvernements de prendre les quatre mesures suivantes pour attirer des investissements directs étrangers favorables au climat:
 - Aligner les stratégies des agences de promotion des investissements sur les objectifs climatiques et les indicateurs des objectifs de développement durables (ODD);
 - Fournir des bases de données de fournisseurs durables;
 - Cartographier les engagements des multinationales dans leur pays; et
 - Inclure des dispositions relatives à la durabilité dans leurs accords commerciaux.

Pour éviter d'être mises à l'écart, les entreprises doivent s'atteler dès maintenant à la création de chaînes d'approvisionnement durables, plutôt que d'attendre que les besoins des consommateurs en ce sens deviennent préoccupants.

- Les multinationales sont souvent les vecteurs du développement durable dans les pays en développement où les gouvernements doivent donner la priorité à des objectifs de développement plus urgents. Mais, pour attirer leur participation durable, il faut des garanties de l'état de droit et des incitations pour assurer un solide retour sur investissement. ■

Haute horlogerie

Le salon Watches and Wonders aime Genève, et le «montre»!

Du 27 mars au 2 avril, les halles de Palexpo accueilleront le prochain Salon «Watches and Wonders Geneva». Si la manifestation est avant tout destinée à un public professionnel, ses organisateurs ont choisi d'ouvrir les portes de ce monde fascinant au public. L'événement «In the City» sera ainsi également décliné *intra muros*.



L'un des secteurs d'excellence de l'économie genevoise, la Haute Horlogerie, s'ouvre à la population locale. Dans le cadre du Salon Watches and Wonders Geneva, l'événement «In the City» permettra de découvrir certaines grandes enseignes de la rue du Rhône et des Rues Basses avec des animations toute la semaine et une grande fête dédiée à l'horlogerie le jeudi 30 mars (de 17 h à 21 h). L'occasion d'admirer des créations particulières ou des complications horlogères lors d'animations de rue et de scènes musicales. Des conférences sur «Genève et

l'horlogerie» se tiendront aussi au Pont de la Machine.

Une cinquantaine de marques

Le Salon ouvrira ses portes au grand public le temps du week-end des 1 et 2 avril, ce qui permettra aux visiteurs de découvrir les merveilles que dévoileront les 48 Maisons horlogères à Palexpo.

Après l'engouement suscité lors de l'édition 2022 en mars dernier (près de 22 000 visiteurs!), la tenue régulière d'une manifestation sur l'horlogerie est devenue une

évidence pour ses responsables. Le format hybride (présentiel et digital) a été retenu car, malgré la normalisation d'après-Covid, il représente une nouvelle complémentarité, le «meilleur des deux mondes» selon les professionnels. Plus que tout autre et malgré la succession des crises, ce domaine tourné vers l'exportation a su faire preuve d'une résilience hors norme.

Après une période de dissensions entre les principaux acteurs du secteur en Suisse, cette industrie avance désormais unie et conquérante.

Création d'une fondation

Pour pérenniser la volonté de faire rayonner l'horlogerie suisse, Rolex, Patek Philippe et Richemont ont créé en septembre dernier une fondation à but non lucratif siégeant dans le canton: la «Watches and Wonders Geneva Foundation». Cette structure, dont Matthieu Humair est le CEO, est chargée d'organiser les salons horlogers et joailliers (en physique ou en digital), à Genève et à travers le monde. ■

■ POUR EN SAVOIR PLUS: www.watchesandwonders.com

Pour renforcer les potentiels de son entreprise, le Bilan Santé PME

Avec ce nouveau service proposé par la CCIG, les PME peuvent évaluer leurs forces et leurs vulnérabilités.

En quatre heures, la démarche permet de faire le point et de bénéficier de recommandations sur les cinq points névralgiques:

Organisation | Stratégie | Finances | Capital humain | Positionnement

Pour en savoir plus: www.ccig.ch/bilan-sante-pme

Bilan Santé
PME

CCIG
Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève



* Pour lire le compte rendu: <https://tinyurl.com/perspective-suisse>

Innovation

Être durable, c'est l'affaire de tous !

Le développement durable ne doit pas être l'apanage des grandes firmes. Il doit être intégré dans l'ensemble des entreprises, y compris des start-up. Le problème pour celles-ci est souvent d'oser se lancer. Lors d'un récent séminaire à la CCIG, Genilem – association d'accompagnement aux entreprises – a présenté sa brochure annuelle intitulée *L'innovation radicale – Comment les entreprises basculent vers la durabilité**.



Les panélistes de la table ronde organisée par Genilem à la CCIG avec, de g. à dr. : Juliette Gallet, chargée de communication à Genilem; Clarisse Pitton, directrice d'Organy; Marie Chassot, fondatrice de la Mèche; Matthieu Girod, responsable commercial de Serbeco, et Julien Kervio, cofondateur de Benjie.

« Elle s'affiche partout, et pourtant elle n'est définie nulle part ». Le début du fascicule 2023 de Genilem pose ce paradoxe pourtant bien vrai. Elle, c'est la durabilité, une notion que tout le monde tente de s'approprier sous la pression de l'urgence climatique. Mais comment la mesure-t-on réellement? C'est l'un des freins à la mise en place de cette dimension dans de multiples entreprises.

Pour rendre une marque attractive, la qualité des produits ou le bénéfice net ne suffisent plus, l'impact carbone et le bien-être des employés sont désormais essentiels. Mais le contexte évolutif fait que le renforcement d'un domaine peut en fragiliser un autre. Il faut trouver des compromis en permanence. Pour une entreprise, c'est donc un jeu d'équilibre subtil afin de répondre aux trois composantes du développement durable.

* <https://genilem.ch/dossiers>

Comment est conçue cette brochure? Sur 36 pages, elle pose le cadre de la durabilité comme source d'innovation radicale, notamment par une introduction de **Marc Münster**, co-directeur de sanu future learning SA. Puis elle guide le lecteur dans la démarche pratique de la durabilité en commençant par l'évaluation et la certification. Plusieurs entreprises à impact soutenues par Genilem font part de leur expérience, à l'instar du fabricant de chaussures Benjie (cf. encadré). Les différents modèles de financement de la durabilité sont ensuite énumérés, avec un éclairage de Maxime Perrin, responsable de l'investissement durable pour Lombard Odier. Dernier chapitre, celui du PIB vert, qui servira peut-être de futur indicateur économique.

Un rôle d'exemplarité à jouer

Comme le souligne Genilem dans sa brochure, le rôle des associations

économiques est essentiel pour faciliter cette transition. « En ce sens, la CCIG a entamé son propre virage durable dans le but d'être précurseur et prescripteur, assure son directeur général **Vincent Subilia**. « Quand on travaille main dans la main entre acteurs de bonne volonté, on trouve des solutions; c'est notre rôle d'aplanir la voie », poursuit-il.

En conclusion, on peut dire que la durabilité n'est plus un choix, mais un nouveau cadre d'action et d'innovation pour les entreprises. Le plus important n'est pas de faire tout juste aussitôt, mais de se lancer, de se mettre en mouvement. L'enjeu est capital tant pour la planète que pour le succès d'une entreprise. ■

Partage de bonnes pratiques

Premier exemple, celui de la marque genevoise Benjie, qui vend des chaussures pour enfants. « Quand on a commencé, on faisait déjà de la durabilité, mais sans le savoir! », indique son co-fondateur **Julien Kervio**. La démarche était audacieuse à sa création il y a 12 ans, alors que ces notions n'étaient pas répandues. Benjie est parvenue à économiser les ressources, à réduire la toxicité environnementale et à garder une éthique sociale.

Comment intégrer la durabilité dans la consommation alimentaire? La start-up Organy a choisi de jouer à fond la carte de la circularité, de l'élimination de l'emballage plastique et de la production locale. L'un de ses leviers est d'encourager l'usage de supports pratiques tels que les consignes en verre. Mais ce parti pris comporte forcément des risques: « En misant sur l'alimentation durable, on coûte souvent plus cher, ce que le consommateur comprend mal », relève sa directrice **Clarisse Pitton**.

Troisième témoignage, celui d'un acteur pionnier du recyclage à Genève, Serbeco. Une entreprise familiale qui a su se réinventer au fil du temps. « à les réduire », explique son responsable commercial **Matthieu Girod**. Sur le plan social, la société de Satigny intègre dans ses rangs des prisonniers en fin de peine ainsi que des migrants.

« Pour aller de l'avant sur la durabilité, il faut d'abord savoir précisément l'impact que l'on génère dans nos activités »: une phrase lancée par **Marie Chassot**, fondatrice de La Mèche, agence de conseil en développement durable. Cette plateforme cherche à démontrer que l'économie responsable comporte des opportunités, pour autant que l'on évalue le bienfondé de sa démarche. www.genilem.ch

START YOUR INTERNATIONAL CAREER



Double degree with University of Plymouth (UK)

BACHELOR AND MASTER PROGRAMS IN:

- International Management
- International Relations and Diplomacy
- Digital Media
- Business Analytics
- Computer Science



IIG.CH
in @ f

Industrie-Genève

Les robots intelligents au service de l'industrie!

Le magazine « Le Monde de Demain » propose en ce mois de mars sur Léman Bleu sa 41^e émission, qui aborde la [chaîne de production robotisée](#). Cette émission comprend une interview en plateau du docteur **Michel Lauria** de l'HEPIA, ainsi qu'un reportage à LEM et Selexis.

INDUSTRIE-GENÈVE.CH
#LE MONDE DE DEMAIN

Pour voir la 40^e émission du « Monde de demain », qui portait sur la « proptech », cliquez sur <https://tinyurl.com/LeMondededemain-40>



Intelligence artificielle

L'IA, danger ou opportunité ?

On parle beaucoup dans les médias des effets négatifs pour le milieu académique des robots d'intelligence artificielle tels que le ChatGPT, mais moins des avancées qu'apportent certains robots intelligents dans le monde professionnel.



« Pendant longtemps, la robotisation a touché les cols bleus et non les cols blancs, peu habitués à cette intrusion », lance **Yves Chardonnes Cook**, directeur de la Fondation en faveur de la Formation Professionnelle et Continue de Genève. Autrement dit, les services sont désormais concernés par l'automatisation intelligente, et non plus uniquement le domaine industriel. Cette structure a pour mission d'accompagner la formation initiale et continue en finançant les cours professionnels. L'enjeu est de développer et de maintenir l'employabilité tout en évitant des pénuries sectorielles.

Les mutations démographiques feront sans doute mieux percevoir l'opportunité qu'offre l'intelligence artificielle (IA) pour réduire le besoin en main d'œuvre dans certains secteurs au profit d'autres largement influencés par la pression démographique voire la perte d'attractivité de secteurs économiques. « Si un enseignant demande à un jeune d'ingurgiter un savoir et de le régurgiter sans aucun sens critique, c'est encore plus dérangeant que l'appui d'une machine ». Celle-ci peut aussi donner l'occasion de faire évoluer les compétences professionnelles en s'appuyant sur l'IA et en misant sur des aptitudes plus humaines que des services basiques chronophages. Des services automatisés de type « cobots » (robot collaboratif, qui interagit avec l'humain) s'appliquent d'ailleurs déjà dans de multiples métiers de renseignements, mais les interactions humaines ont encore une longueur d'avance. « Des traducteurs ne cachent pas le fait qu'ils utilisent déjà des logiciels pour

dégrossir des textes, mais ils se concentrent ensuite sur des compétences fines pour aider leurs clients ! »

Dans un cadre de recrutement, il est tout aussi logique d'avoir un appui technologique pour celui qui propose ses services, notamment dans la rédaction d'une lettre de motivation, que pour celui qui est prêt à l'engager et va utiliser une IA pour sélectionner des candidatures. Les compétences émotionnelles dans un contexte complet donnent une plus-value indéniable à un humain. L'un des écueils des robots, aussi sophistiqués soient-ils, est le fait qu'ils prétendent prédire l'avenir en ne se basant que sur des données du passé. Il est donc nécessaire de les utiliser en tenant compte de ces limites et en gardant une approche critique.

Des préjugés à démentir

En tant qu'organisation favorisant l'adoption de l'IA responsable, la Fondation ImpactIA, elle, soutient la transition d'organisations vers « l'intelligence hybride », notion qui combine intelligences individuelle, collective et artificielle. Elle développe autant des formations pratiques que des projets R&D. « Notre premier défi, indique sa CEO **Laura Tocmacov**, est de sortir de la polarisation IA contre humain. Ensuite, il existe un certain nombre de naïvetés à démentir ». Voici quelques-uns de ces préjugés :

- Se dire que l'IA ne marche pas bien, donc l'ignorer
- Penser que la simulation d'empathie n'est pas suffisante pour créer un lien avec un agent conversationnel

- Se révolter que les IA ne soient pas parfaites dans des tâches alors qu'elles sont déjà meilleures que des humains dans certaines d'entre elles.

Quels sont les secteurs les plus propices à intégrer une intelligence artificielle ? « En fait, toutes les entreprises y trouvent un intérêt, sauf pour les tâches manuelles complexes telles que celles du plombier ou du coiffeur », relève **Laura Tocmacov**. Les relations avec les clients, les métiers financiers, de communication, de digital marketing, de santé ou d'industrie sont en première ligne puisque l'IA peut détecter des fraudes, prédire des comportements ou gérer les stocks, par exemple.

Dans les lignes de production, les robotisations sans IA vont lentement faire place à des modèles plus sophistiqués intégrant cette technologie, ce qui les rendra plus agiles, facilement programmables et utilisables par les collaborateurs. « Nous avons identifié au moins 18 nouveaux métiers, tech et non-tech, liés à l'IA, complète **Laura Tocmacov** ; d'autres vont suivre, rendant pri-

mordiale la formation continue tout au long de la vie ».

Notons qu'il est peu probable que tout le domaine artistique soit automatisé, la créativité étant basée sur la nouveauté. Or, si l'IA produit des œuvres inédites, c'est en se basant sur des images qui existent déjà. L'humain a encore une longueur d'avance. ■

Valoriser les atouts de l'IA au lieu de les craindre

Malgré ses dérives et ses limites, l'intelligence artificielle (IA) offre cinq atouts majeurs aux entreprises :

- 1 **Résilience à l'échelle de l'entreprise** : les solutions optimisées par l'IA permettent d'automatiser des processus complexes, de gérer le Big Data et d'en tirer le meilleur usage possible.
- 2 **Meilleur service client** : l'IA permet aux entreprises de personnaliser leurs offres de service et d'interagir avec leurs clients en temps réel. Elle les aide aussi à tirer parti des données récoltées.
- 3 **Prise de décision avisée** : l'IA contribue à faire évoluer l'expérience des humains, grâce à une utilisation avancée des données qui permettent de prendre des décisions avisées.
- 4 **Produits et services pertinents** : les entreprises peuvent examiner une variété de données récentes, pertinentes et simultanément. Cela leur permet de modifier les produits existants et d'en introduire de nouveaux.
- 5 **Des collaborateurs engagés** : les technologies d'IA sur le lieu de travail peuvent réduire la charge due à des tâches banales et permettre aux collaborateurs de se concentrer sur un travail plus épanouissant. Or, les entreprises dont les collaborateurs font état d'un haut niveau d'engagement seraient jusqu'à 21 % plus rentables (récent sondage Gallup).

Développement durable

Appel à candidatures pour le concours cantonal 2023



Chaque année, ce concours organisé par le service cantonal du développement durable, offre trois types de récompenses :

- **LA BOURSE** (30 000 CHF) pour soutenir un projet en devenir
- **LE PRIX** (10 000 CHF) pour récompenser un projet réalisé
- **LA DISTINCTION** pour un projet réalisé par un organisme public ou parapublic

Les candidats intéressés peuvent s'annoncer jusqu'au 2 mai 2023.

Le concours cantonal du développement durable vise à soutenir, encourager et promouvoir les projets et les réalisations exemplaires issus de la société civile en matière de durabilité pour Genève et sa région.

Pour en savoir plus : concoursdd.ge.ch



Partenaire

La démocratisation de la vidéo au sein des entreprises arrive à grand pas !



Les formations BeSMARTphoneVIDEO apportent les premières bases vidéo à vos collaborateurs.

Les technologies et applications de gestion de vidéo intégrées dans les nouveaux smartphones représentent une nouvelle opportunité pour les entreprises. Dans un futur proche, la plupart des entreprises seront capables de réaliser une partie de leur production vidéo en interne.

Le besoin grandissant de contenu en vidéo pour la communication des entreprises sur les réseaux sociaux met sous pression leurs budgets marketing. Une solution est en train d'arriver grâce à la qualité et la simplicité de la gestion vidéo avec les dernières générations de smartphones et tablettes. Mais le challenge est d'avoir un (ou des) collaborateur-riche-s qui soient capables de filmer et de monter des vidéos sans commettre les erreurs d'un amateur.

Interview avec *Philippe Perakis*, directeur, réalisateur et producteur de l'agence *BEVISIBLE*, qui partage sa vision sur ce changement important concernant le futur de la communication vidéo des entreprises.

Pourquoi, dans peu de temps, tous les types et tailles d'entreprises pourront produire certaines vidéos en interne ?

Il y a trois éléments majeurs qui vont influencer cette démocratisation de la vidéo au sein des entreprises :

- L'évolution technologique de la qualité des caméras intégrées dans les smartphones, l'IA embarquée qui corrige et/améliore la stabilité, les effets de contre-jour, la création artificielle d'une profondeur de champ cinématique grâce au radar LiDAR, etc., mais aussi les applications de montage sur smartphone ou tablette, qui sont de plus en plus simples et intuitives.
- L'arrivée proche dans les entreprises des générations Z et Alpha,

les jeunes d'aujourd'hui, qui réalisent au quotidien des vidéos sur TikTok. Ces derniers, une fois sur le marché du travail, ne rencontreront aucune difficulté à faire des vidéos pour les réseaux sociaux d'une entreprise.

- Grâce à la simplification des App de montage et de l'IA intégrée aux smartphones, il est possible de former rapidement certains collaborateurs-riche-s afin qu'ils aient les bases pour réaliser des vidéos de qualité pour les réseaux sociaux.

Pourquoi est-il important pour une entreprise d'anticiper ce changement ?

Cette opportunité va offrir une force de frappe en communication vidéo, ce qui donnera un avantage concurrentiel pour les entreprises qui feront le pas avant les autres. Dans quelque temps, ne pas avoir la capacité de produire des vidéos simples en interne sera comme, il y a quelques années, être parmi les entreprises qui avaient tardé à avoir leur site web... certaines ne s'en sont pas relevées !

Quels sont les collaborateurs-riche-s qui pourraient produire des vidéos ?

Le premier choix se dirige naturellement vers le département communication, mais la motivation du collaborateur à apprendre les techniques de tournage et montage est l'élément le plus important. Et, afin de ne pas décourager des collaborateurs-riche-s, il faut leur offrir la possibilité de se former afin qu'ils-elles maîtrisent les premières bases rapidement.

Dans combien de temps ce changement va-t-il se généraliser ?

Ce changement a déjà commencé. De plus en plus d'entreprises utilisent déjà des smartphones pour

produire des vidéos pour leurs activités de marketing et de communication. Ce phénomène de « création de contenu vidéo en interne » va s'accélérer avec l'arrivée des générations Z et Alpha dans le monde du travail.

Est-il vraiment important d'avoir la capacité de filmer et monter des vidéos en interne ?

Le changement radical va faire que les entreprises vont pouvoir capturer des « instants insolites ». Elles pourront filmer ce qu'aucune agence de production vidéo ne pourrait filmer, car elle n'est pas sur place pour capturer ces moments uniques ! Ces séquences « instantanées » sont les plus puissantes pour communiquer sur les réseaux sociaux. Ce sont ces

anecdotes ou cette histoire unique de votre entreprise qui vont avoir le plus de vues et de succès sur les réseaux... à condition que la vidéo réalisée soit de qualité !

Pourquoi, en tant qu'agence de production vidéo, vous avez décidé de proposer ces formations BeSMARTphoneVIDEO ?

Cela peut sembler paradoxal qu'une agence de production vidéo aie pris cette décision. Les coûts réels lorsque l'on mandate une agence externe pour la production de ces vidéos simples de quelques dizaines de secondes, nécessaires pour alimenter les réseaux sociaux, sont souvent disproportionnés par rapport à l'impact « non garanti » d'un post sur les réseaux sociaux.

Fort de ce constat, nous avons décidé de transmettre nos connaissances de professionnel et d'apporter une solution aux entreprises avec cette formation BeSMARTphone-VIDEO, qui en deux jours va permettre à leurs collaborateurs-riche-s d'avoir les bases nécessaires pour commencer à filmer et monter presque comme un professionnel.

Notre métier de réalisateur de vidéos pour entreprises n'a pas de crainte à avoir avec ce changement, car la production de vidéos plus complexes telles que les vidéos storytelling, publicitaires, institutionnels, etc., reste et restera un métier. ■

CONTACT :

www.bevisible.swiss
contact@bevisible.swiss

Renouveler avantageusement son parc de véhicules professionnels tout en préservant sa trésorerie

Le leasing de véhicules professionnels permet de répondre aux besoins précis des entreprises en matière de moyens de transport, tout en ménageant leur trésorerie et en bénéficiant de conditions avantageuses pour une mobilité propre.

Le leasing est l'option idéale pour disposer de véhicules professionnels neufs et sûrs, tout en payant des mensualités moins élevées qu'un crédit classique.

Spécialement conçu pour les sociétés et les indépendants exerçant leurs activités sur le territoire suisse, le **Leasing** de la Banque Cantonale de Genève présente de nombreux avantages.

Libre choix du véhicule et de la marque

D'une part, le leasing véhicule couvre une large gamme de catégories (utilitaires, voitures d'entreprise, de tourisme, scooters, motos, vélos électriques, etc.) et de marques, que l'entrepreneur peut sélectionner lui-même. D'autre part, aucun frais de dossier ni dépôt de garantie ou caution ne sont requis. En outre, une transparence totale sur la valeur résiduelle est garantie par l'envoi de la facture directement au preneur de leasing.

Taux préférentiel pour véhicules propres

Autre point non négligeable: afin de soutenir les efforts en faveur d'une mobilité responsable, un taux plus avantageux est proposé pour toute acquisition d'un véhicule propre tel que défini dans les règlements cantonaux.

Rapidité d'octroi et versement initial optionnel

Un indépendant ou un chef d'entreprise qui recourt au leasing bénéficie d'un processus de décision rapide et de formalités simplifiées. Le preneur de crédit peut aussi choisir de faire un versement initial, mais ce dernier n'est pas obligatoire. Par ailleurs, similaire à un loyer, le leasing permet de préserver les liquidités de l'entreprise et d'augmenter ainsi sa flexibilité financière, sans oublier des mensualités fiscalement déductibles, avec récupération de la TVA.



Demande facilitée

Pour des montants à partir de CHF 2'500, le leasing peut s'étaler sur une durée de 12 à 60 mois, à charge pour le preneur de leasing de souscrire, auprès de l'assureur de son choix, une assurance casco complète pendant toute la durée contractuelle.

Une plateforme en ligne sur le site bcge.ch comprenant un simulateur permet à l'entrepreneur de faire ses calculs et de soumettre une demande au moment qui lui convient, y compris le week-end. Au besoin, les spécialistes BCGE sont toujours présents pour

apporter leur expertise afin, notamment, d'ajuster au mieux les échéances au plan de trésorerie de l'entreprise.

Plus d'informations ?

Demande et calcul en ligne:
bcge.ch/fr/leasing-pro

info@bcge.ch

058 211 21 00

Lundi-vendredi 7h30 - 19h30

Samedi 9h00 - 16h00

Dimanche 9h00 - 13h00



Aux côtés des entrepreneurs

Agenda

Rencontre du Management durable

Vendredi 24 mars 2023 de 12h à 14h - CCIG

Intégration locale des parties prenantes

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch



Réseautage

Mardi 28 mars 2023 de 17h30 à 19h30 - CCIG

17h30 de la Chambre

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch



Table ronde du Grand Genève

Jeudi 30 mars 2023 de 7h45 à 9h45

Annemasse Agglomération, Annemasse

Implantation des deux côtés de la frontière: les bonnes pratiques

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch



Mardi 4 avril 2023 à Palexpo - 17h

158^e Assemblée générale suivie du Dîner annuel de la Chambre

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/ag2023



Commerce international

Avec Form-inter

Mardi 2 mai 2023 de 9h à 12h - CCIG

Les Incoterms®, leur signification et usage

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch



La CCIG au cœur de l'innovation ouverte



Septième édition déjà pour le Festival d'innovation ouverte Open Geneva, qui se déroule du 16 au 26 mars. La CCIG, partenaire du festival depuis plusieurs années, accueillera en ses murs un événement le 21 mars: **Construire, Pitcher votre produit - Une expérience ludique.**

Open Geneva a été créé en 2015 par le Geneva Creativity Center, en collaboration avec l'Université de Genève, la HES-SO Genève, le SITG et les TPG. L'idée était de promouvoir l'innovation afin d'améliorer la qualité de vie à Genève grâce à l'utilisation des données ouvertes.

En 2017, c'est devenu un festival de hackathons qui s'est développé jusqu'à proposer 50 événements l'an dernier. Chaque entité de la société civile genevoise peut organiser gratuitement un événement d'innovation, qu'elles soient une association, une entreprise ou une organisation publique.

POUR EN SAVOIR PLUS: opengeneva.org

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda

IMPRESSUM

CCIGinfo

Bulletin d'information destiné aux Membres de la CCIG. Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition:

Elsa Floret

Rédaction:

Marguerite Bouillet, Fabienne Delachaux, Elsa Floret, Nicolas Grangier et Morgan Tinguely

Publicité:

HP media SA, tél. 022 786 70 00

Conception:

ROSS graphic design

Impression:

Atar Roto Presse SA, Satigny

Informations:

publications@ccig.ch



Maison de l'économie

Bd du Théâtre 4 - 1204 Genève
Tél. + 41 (0)22 819 91 11
Fax + 41 (0)22 819 91 00
www.ccig.ch



MIXTE
Papier | Pour une gestion
forestière responsable
FSC® C154575



Imprimé en suisse

EDITEUR

13TH
WORLD
CHAMBERS
CONGRESS

GENEVA2023

SWITZERLAND, 21-23 JUNE



Haut lieu de réseautage

La préparation du 13th Congrès mondial des chambres poursuit son déploiement. Dernières nouveautés.

La CCIG est fière d'annoncer que, grâce à l'entremise de la Fondation Genève Tourisme & Congrès, elle a obtenu un soutien financier de l'Etat de Genève pour la cérémonie d'ouverture. Le Centre d'Accueil de la Genève internationale (CAGI) s'est, quant à lui, proposé pour offrir un soutien à l'hébergement aux participants provenant de pays à faible revenu.

De nouveaux orateurs ont été confirmés: la docteure Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Doreen Bogdan-Martin, secrétaire générale de l'Union internationale des télécommunications (UIT), Peter Brabeck-Letmathe, président du Geneva Science and Diplomacy Anticipation (GESDA) et président émérite de Nestlé S.A., Christoph Mäder, président d'économiesuisse, et Mathias Cormann, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), viennent ainsi compléter une palette déjà impressionnante de speakers.

Par ailleurs, la liste des sponsors ne cesse de s'enrichir avec l'arrivée de Field Solutions, société de conseil spécialisée dans le négoce des matières premières et le règlement extrajudiciaire des litiges, Swiss Medical Gate, conciergerie médicale internationale, Transition Management Group, leader en matière de gestion de transition et d'interim, et Swiss Newater, société qui commercialise au niveau mondial les produits ou services liés à l'eau électrolysée.



Autre nouveauté: un Business Circle, espace de rencontres spécialement conçu pour faciliter le réseautage d'affaires, sera créé au milieu du hall d'expositions et animé via des mini-conférences thématiques.

Programme et inscriptions: 13wcc.iccwbo.org

Les Membres de la CCIG bénéficient d'un tarif préférentiel.

Pour recevoir le code, merci de contacter: 13WCC_code@ccig.ch

PARTENAIRES

OR

SKYNIIGHT Russell Bedford Fiduciaire Genève SA

BCGE groupe mutuel GONET BANQUIERS 1845

ARGENT

m3 GROUPE devillard CGN swisscom

ms SWISS SWISS RISK CARE BeVisible

SOFTFINANCE MEDIAONE CONTACT NESPRESSO PROFESSIONAL

BRONZE

Allianz Protectas PORTS FRANCES SIG EXECUTIVE TRAVEL

JTI FLORIMONT integrail Groupe Vitol MIGROS

DURABILITÉ INTERNATIONAL ENTREPOSAGE JURIDIQUE HOSPITALITÉ DÉMÉNAGEMENT

SUCAFINA P&G HARSCH EVERSHEDS SUTHERLAND Hilton GENEVA HOTEL & CONFERENCE CENTRE BALESTRAFIC